

**POSTE ACADEMIQUE TEMPS PLEIN EN DROIT PUBLIC BELGE  
ET DROIT COMPARE  
FACULTE DE DROIT ET DE CRIMINOLOGIE**

Référence : 2018/A005

Date limite du dépôt des candidatures : 15/02/2018

Date d'entrée en fonction prévue le : 01/10/2018

## Descriptif du poste

Le poste comprend des activités scientifiques, des activités pédagogiques ainsi qu'un investissement au sein des instances facultaires et universitaires.

Domaines de recherche :

Droit public belge (en particulier le système fédéral, le régime de protection des droits et libertés et le droit administratif).

Droit comparé (en particulier le droit public comparé)

Objectifs pédagogiques et scientifiques :

Le/la titulaire du poste fera partie de l'équipe de recherche du Centre de droit public de l'Université libre de Bruxelles (<http://droit-public.ulb.ac.be/>) et sera invité à inscrire ses activités scientifiques sous un ou plusieurs des axes de recherches que cette équipe développe. Il/Elle devra contribuer à l'insertion de l'ULB dans les réseaux belges et internationaux actifs dans ce champ, afin d'y accroître le rayonnement de l'université. À cette fin, le/la candidat.e retenu.e sera invité.e à postuler à un grant du European Research Council (ERC) ainsi qu'à tout appel à crédits ou projets extérieur à l'université (FNRS, régions, Europe, etc.) lui permettant de développer ses recherches. Dans ce cadre, il/elle bénéficiera du soutien du département de la recherche de l'ULB. Enfin, il/elle sera sollicitée pour accompagner ou diriger des doctorats, éventuellement en partenariat avec des collègues d'autres disciplines.

Le/la titulaire du poste devra développer des outils pédagogiques pour favoriser l'apprentissage du droit public belge et du droit comparé par des étudiant.e.s inscrit.e.s au bachelier et au master en droit ainsi qu'au bachelier en sciences économiques. En outre, il/elle devra notamment créer un cours relatif aux différents aspects du droit public belge (droit constitutionnel, protection des droits fondamentaux et droit administratif) adapté aux étudiant.e.s inscrit.e.s aux différents programmes d'équivalence du master en droit ainsi qu'aux étudiant.e.s porteurs d'un bachelier en droit des Hautes écoles qui veulent s'inscrire en master en droit, et devra, à cette fin, concevoir des outils pédagogiques appropriés. Le/la titulaire du poste encadrera également des étudiant.e.s de master dans leur travail de fin d'études.

Cours repris dans la charge au moment du recrutement :

- DROI - C3171 - Comparative Law (36h - 5 crédits). Cours obligatoire du bachelier en droit (poursuite de cursus - UMon). Enseignement dispensé en anglais sur le campus de l'UMon.
- DROI-C5108 - Droit public comparé (24h - 5 crédits). Cours optionnel du master en droit.
- DROI-S1001 Droit privé et public (Partim 12 heures – 2,5 crédits : volet droit public). Cours obligatoire du bachelier (bloc 1) en sciences économiques.
- Un enseignement à créer en Principes de droit constitutionnel et administratif général (48h - 10 crédits) et qui sera destiné aux étudiant.e.s inscrit.e.s aux différents programmes d'équivalence du master en droit et aux étudiants qui ont un bachelier en droit des Hautes écoles et qui veulent s'inscrire en master en droit.

## Titre requis

Docteur à thèse en sciences juridiques

## Compétences requises

- Faire état d'une ancienneté scientifique de 4 années minimum au moment de l'engagement.
- Disposer d'un excellent dossier scientifique, en particulier sur le plan des publications en lien avec les matières visées par la vacance.
- Faire état d'une expérience post-doctorale.
- La réalisation d'un séjour de mobilité en dehors de l'institution où a été réalisé le doctorat (durant la période doctorale ou après celle-ci) sera prise en compte lors de l'évaluation de la candidature.
- Avoir une maîtrise parfaite du français, oral et écrit (niveau C1). Vu que la charge d'enseignement visée par la présente vacance comprend un enseignement dispensé en anglais, la parfaite maîtrise, active et passive, écrite et orale, de l'anglais est indispensable. Compte tenu du poste à pourvoir, la maîtrise active d'une ou plusieurs autres langues, tout particulièrement du néerlandais, constitue un atout évident.
- Disposer de bonnes qualités pédagogiques

Le contenu de la charge d'enseignement pourra être réexaminé à terme régulier. Au plus tard trois ans après l'entrée en fonction, la charge comptera en principe 120 heures de cours. En concertation avec le titulaire du poste, elle pourra inclure à terme, en fonction des départs à la retraite, d'autres enseignements relatifs au droit public belge (constitutionnel et administratif) et/ou au droit comparé.

## Services à la collectivité :

I. Le titulaire du poste devra participer activement à la vie interne de l'université, et en particulier à celle de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB.

II. Elle sera invitée à développer une expertise susceptible d'être mobilisée avec profit dans les services rendus par l'université à la communauté, qu'il s'agisse de vulgarisation, de recherche appliquée ou de recherche de pointe.

III. Elle sera invitée à prendre part également à des activités de formation continue.

## Intéressé·e ?

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Monsieur Uyttendaele (téléphone : +32 2 548.97.96 - courriel : [m.uyttendaele@ugka.be](mailto:m.uyttendaele@ugka.be)) ou de Mme Schaus (téléphone : +32 2 650.38.82 – courriel : [aschaus@ulb.ac.be](mailto:aschaus@ulb.ac.be)).

Le dossier de candidature doit être transmis sous format électronique, via l'envoi d'un mail unique adressé au Rectorat de l'Université libre de Bruxelles (à l'adresse [recteur@ulb.ac.be](mailto:recteur@ulb.ac.be)) et au Décanat de la Faculté à l'adresse suivante : [dominique.jacquemin@ulb.ac.be](mailto:dominique.jacquemin@ulb.ac.be) (secrétariat).

Il contiendra les pièces suivantes :

- une lettre de candidature ;
- un Curriculum vitae, comprenant une liste des publications (un canevas type peut être téléchargé via le site internet : <http://www.ulb.ac.be/tools/CV-type.rtf>) ;
- les attestations des prestations antérieures permettant de justifier une ancienneté scientifique de 4 ans ;
- un rapport de 7000 signes (ou 4 pages) environ sur les activités de recherche et un projet de recherche, en ce compris l'insertion envisagée au sein du Centre de droit public de l'ULB ;
- un dossier d'enseignement comprenant un rapport de 7000 signes (ou 4 pages) environ sur les activités d'enseignement antérieures et un projet d'enseignement pour les 5 premières années du mandat, qui s'intègre de manière cohérente dans la vision de l'entité de rattachement et dans les profils d'enseignements des filières de formation auxquelles le/la candidat.e devra contribuer ;
- une note sur les réalisations et projets internationaux (4 pages maximum) ;
- les noms et adresses mail de contact de cinq personnes de référence susceptibles d'être contactées par les organes chargés d'évaluer les dossiers, en veillant à l'équilibre des genres. Ces personnes ne peuvent être en conflit d'intérêt.

En postulant, les candidat·e·s confirment avoir pris connaissance des informations complémentaires et des règlements applicables aux membres du corps académique disponibles sur notre site à l'adresse <http://www.ulb.ac.be/emploi/academique.html>.